

DES CHERCHEURS JETTENT UN REGARD NEUF SUR L'INSÉCURITÉ

Publié le 14 août 2015



✖
«L'insécurité en question» par Sophie Wintgens, Geoffrey Grandjean et Stéphanie Vanhaeren. Ed. Presses Universitaires de l'ULg. VP 29 €.

Aux Presses Universitaires de Liège, dans «[L'insécurité en question](#)», des chercheurs revisitent ce sentiment. Décortiquent comment il est pensé, perçu, jugé. Proposent de nouvelles perspectives sous la direction de la maîtresse de conférences, Sophie Wintgens, du chargé de cours, Geoffrey Grandjean et de l'attachée de recherche Stéphanie Vanhaeren au [Département de Science politique](#) de l'Université de Liège (ULg).

En voici quelques-unes dans des domaines divers.

La gestion des déchets radioactifs est problématique

La politique des déchets nucléaires en Belgique est qualifiée d'insécuritaire. Céline Parotte (Département de Science politique - ULg) et Grégoire Lits ([École des Sciences politiques et sociales](#) - Université Catholique de Louvain) analysent le choix du dépôt géologique préconisé en 2011 par l'[Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies \(Ondraf\)](#) comme solution pour les déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie.

«Il y a une controverse entre ceux qui estiment qu'il faut prendre une décision maintenant considérant les connaissances scientifiques disponibles suffisantes et ceux qui préfèrent attendre l'évolution des nouvelles technologies. Il est important d'analyser le traitement médiatique du Plan Déchets. Le journaliste a l'opportunité de sélectionner les informations, de faire le choix de mise à l'actualité qui cadre le débat.»

La question des déchets nucléaires est davantage traitée dans la presse néerlandophone. Les journalistes francophones discutent des options techniques envisageables alors que leurs collègues néerlandophones orientent les débats vers les problèmes qui surviendraient si la solution proposée par l'Ondraf était mise en œuvre.

L'école accentue l'insécurité linguistique

Dans les années 1990, une étude, effectuée à l'initiative de la Communauté française auprès des francophones scolarisés en Wallonie et à Bruxelles, établissait une sujétion linguistique à la France.

A contrario, l'enquête réalisée à Gand par Alix Dassargues montre que les francophones âgés de 12 à 25 ans, scolarisés en néerlandais, se réfèrent d'abord au français de Gand. Puis à la langue des animateurs de la télévision belge appréciée à cause des sentiments d'appartenance nationale.

Ensuite au parler des animateurs de la télévision française qualifié de plus net, de plus fluide. En Belgique francophone, plus le niveau de scolarité est élevé, plus les locuteurs ressentent de l'insécurité linguistique.

«Dans notre enquête, l'effet inverse a été observé», souligne la doctorante dans le [Service de langue néerlandaise moderne et linguistique synchronique](#) à l'ULg.

«L'enseignement du français en tant que langue étrangère favorise les sentiments de sécurité. Les jeunes francophones gantois se sentent à l'aise par rapport aux autres élèves néerlandophones.»

Pour expliquer ce phénomène, la chercheuse pose l'hypothèse que l'enseignant, et à travers lui l'enseignement, légitime le parler des francophones de Flandre en le considérant comme une norme.

L'Union européenne manque d'autonomie

À travers sa contribution, Liridon Lika (Département de Science politique - ULg), déplore des faiblesses de l'Union européenne dans la résolution rapide des problèmes épineux qui menacent la sécurité des pays des Balkans occidentaux. Ainsi qu'un manque d'autonomie vis-à-vis de ses États membres. Et de cohérence dans sa stratégie d'action.

«L'UE représente l'autorité la plus visible, et probablement l'alternative unique et viable, capable d'assurer la paix, la stabilité, la réconciliation ainsi qu'un avenir économique durable à la région.»

Léa Lemaire (Groupe de recherche sur les relations ethniques, les migrations et l'égalité – Université Libre de Bruxelles) (www.ulb.ac.be/socio/germe) se préoccupe de l'insécurité des migrants arrivant à Malte et de la restriction des libertés inhérente aux politiques européennes en matière d'immigration.

Le chercheur en Relations internationales à l'ULg (www.cefir.be) Kamal Bayramzadeh scrute les enjeux sécuritaires de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient en mettant l'accent sur la nécessité d'établir une paix juste et démocratique entre la Palestine et Israël.

Les collaborateurs de la Cellule d'appui politologique Afrique-Caraïbes (ULg) (www.capac.ulg.ac.be) Audrey Weerts et Jean-Claude Mputu privilégient l'association sécurité, paix et développement pour atteindre le bien-être dans des États fragiles comme la République Démocratique du Congo.